

La crise financière de Chypre : regard rétrospectif et craintes pour la zone Euro (2012-2013)

Paulin Ibanda Kabaka

▶ **To cite this version:**

Paulin Ibanda Kabaka. La crise financière de Chypre : regard rétrospectif et craintes pour la zone Euro (2012-2013). 2016. hal-01297291

HAL Id: hal-01297291
https://hal.science/hal-01297291

Preprint submitted on 4 Apr 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La crise financière de Chypre : regard rétrospectif et craintes pour la zone Euro (2012-2013).

Par IBANDA KABAKA Paulin, Doctorant en Droit public et en sciences humaines

Mail :ibandapaulin@yahoo.fr

0. Introduction

Au sein de la zone euro, Chypre est le 5ème pays à faire l'objet d'un plan de sauvetage financier après l'Irlande, la Grèce, l'Espagne et le Portugal. Cette crise financière qui frappe Chypre depuis quelques années, pose la question de l'avenir de Chypre dans la zone euro et des effets de politiques déflationnistes en pleine période de ralentissement général de l'activité économique mondiale.

Pour mieux cerner la crise financière chypriote, il sera question de présenter ses causes dans le premier point et d'analyser ses possibles conséquences sur l'Union monétaire européenne dans le second point.

1. Regard rétrospectif sur les causes de la crise financière chypriote

La crise financière qui frappe Chypre est la résultante de deux causes principales que nous allons voir dans les lignes suivantes à savoir l'exposition à la dette grecque et l'éclatement de la bulle immobilière.

1.1. La dette grecque et l'effondrement de Chypre.

Voisines de la Grèce, les banques chypriotes étaient naturellement présentes dans ce pays et y ont acquis une part importante de la dette. Le secteur bancaire chypriote était très exposé à la dette grecque. En 2011, les banques chypriotes détenaient 22 milliards d'euros de prêts accordés à des agents économiques grecs, qui risquaient l'insolvabilité et le non remboursement, et le secteur financier détenait 5 milliards d'euros d'obligations d'État grec. Ses deux principales banques notamment la Bank of Cyprus et la Laïki Bank, très exposées à la dette grecque, ont subi des pertes évaluées à 4,5 milliards d'euros dans le cadre du plan de sauvetage de la Grèce car leurs différents actifs constitutifs de la dette grecque ont été largement dépréciés.

Comme son secteur bancaire ne parvenait plus à se financer sur le marché financier mondial, le Gouvernement chypriote était contraint de trouver de l'argent pour faire face au besoin de financement de ses banques de l'ordre de 7 milliards d'euros.

Par ailleurs le secteur bancaire chypriote est surdimensionné : l'actif de banques représente 700% du PIB (produit intérieur brut ou la richesse produite), avec un PIB évalué à 18 milliards d'euros, les banques pèsent 125 milliards. C'est plus que l'industrie et l'agriculture françaises réunies.

Vu son poids économique dans un petit pays de moins d'1 million d'habitants, le gouvernement chypriote se devait d'agir. Voilà comment en partant du secteur bancaire, cette crise financière d'origine bancaire est devenue une affaire de l'Etat chypriote.

1.2. La bulle immobilière et son éclatement en Chypre.

Chypre est une île méditerranéenne qui jouit d'un bon climat ensoleillé qui y attire de nombreux touristes. C'est comme cela qu'elle est devenue une destination privilégiée principalement des oligarques russes et dans une moindre mesure des Britanniques. L'île semblait pourtant être un paradis pour investisseurs immobiliers et spéculateurs en tout genre. Les Britanniques et les Russes y ont acheté plus de 100 000 maisons.

Selon la Chaîne de TV France 24 [1], « un vaste scandale de faux titres de propriétés a accéléré la désintégration du marché immobilier chypriote. Il y a actuellement 130 000 propriétés pour une valeur totale dépassant 20 millions d'euros, qui ont soit plusieurs propriétaires, soit aucun ».

Avec la crise économique que traverse le monde, cette bulle immobilière a éclaté à la fin de 2010 : les banques se sont également retrouvées avec de milliers des prêts immobiliers non remboursés, ce qui a précipité leurs difficultés financières.

2. Crise financière chypriote et la zone Euro : mesures et conséquences probables.

En sa qualité de membre de la zone euro depuis 2008, Chypre a sollicité un plan de sauvetage financier auprès de ses partenaires européens. Ainsi, nous verrons les mesures contenues dans ce plan puis les possibles conséquences de ces mesures sur l'avenir de Chypre.

2.1. Mesures adoptées pour sauver Chypre du naufrage financier.

Pour sauver Chypre dans le cadre du Mécanisme européen de stabilisation, une troïka s'était mise en place : l'Union européenne, la Banque centrale européenne (BCE) et le FMI (Fonds monétaire international).

Ayant estimé que la crise financière chypriote était d'origine bancaire, il a été décidé de faire contribuer exclusivement le secteur bancaire. En réalité, en frappant les banques, on frappait toutes les couches de la population car les mesures sur les dépôts finiront par impacter tout le monde.

Selon Mme Christine Lagarde, la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), le plan se concentre sur les deux banques qui posent problème et la protection entière des dépôts dans toutes les banques. En voici les détails. La deuxième banque du pays, la Laïki Bank, sera mise en faillite de manière ordonnée. Elle sera scindée entre une «bad bank», entité résiduelle amenée à disparaître progressivement, et une «good bank», où seront

[1] C'est la chaîne en continu France 24 qui en parle sur son site internet www. france24.fr [Consulté le 27 mars 2013].

regroupés les dépôts inférieurs à 100.000 euros, qui bénéficient d'une garantie publique dans la zone euro. En effet, Chypre va subir une restructuration bancaire drastique, cette mesure aura pour effet de réduire la taille du secteur bancaire chypriote qui est surdimensionné par rapport à l'économie de l'île.

La première banque du pays, la Bank of Cyprus, reprendra à terme les dépôts garantis de Laïki Bank, ainsi que les dettes de celle-ci envers la Banque centrale européenne (BCE), qui s'élèvent à 9 milliards d'euros.

Les titulaires de comptes dépassant 100.000 euros auprès de la Bank of Cyprus vont aussi subir une ponction de l'ordre de 30% de leurs avoirs.

Avec l'adoption et l'application de ces mesures qui pourraient rapporter 5 à 7 milliards d'euros à Chypre, ce dernier pourrait bénéficier d'une aide financière de 10 milliards de l'Eurogroupe.

2.2. Conséquences des mesures et avenir de Chypre

Le modèle économique de développement de Chypre reposait sur les deux piliers : les banques et l'immobilier. Avec la crise financière et les difficultés dont ces deux secteurs sont victimes, on voit clairement que la situation économique de Chypre a un avenir incertain.

Sur le plan économique, cette taxation des dépôts bancaires supérieurs à 100.000 euros et la réduction sensible des opérations bancaires qui en résulteront ainsi que de suite de la restructuration, auront un impact réel sur l'activité économique. En effet, le taux de croissance économique de Chypre sera négatif, voir en berne pendant 5 à 10 ans dans les meilleurs de cas. Cela entraînera un chômage massif sur l'Ile durant la même période.

Par ailleurs, en vertu de l'équivalence ricardienne, les impôts sur les dépôts bancaires d'aujourd'hui seront les déficits publics de demain. Ainsi avec la réduction de l'activité économique prévue, les finances publiques chypriotes connaîtront une réduction de leurs recettes fiscales et verront les déficits publics s'aggraver car les dépenses publiques, elles, ne pourront être diminuées conformément à la loi de Wagner. Le service de la dette publique qui va s'accroître de façon exponentielle avec l'emprunt relatif au plan de sauvetage me fait craindre des difficultés financières futures mais énormes. Je suis convaincu que les mesures actuelles sur le secteur bancaire ne constituent qu'un prélude. D'ici 2 à 3 ans, il y aura une cure de rigueur qui s'abattra sur Chypre du genre de celle connue en Grèce il y a trois années. Il sera question de privatiser les entreprises publiques, de réduire les salaires des fonctionnaires et les pensions de retraite, voire réduire les effectifs du personnel public d'une part et d'autre part, on finira par augmenter tous les impôts sur les revenus, sur les sociétés (il vient de passer de 10% à 12,5% dans le cadre du plan actuel) et la TVA.

Ceci afin de continuer à assurer le service de la dette. Car un défaut de paiement de Chypre entraînera une crise systémique comme l'a dit Mr Juncker, le premier ministre luxembourgeois, contre l'euro comme monnaie. Vu les difficultés financières auxquelles Chypre devra faire face, il est fort à parier que l'hypothèse d'un défaut de paiement chypriote n'est pas à écarter. Dès lors, au lieu d'accepter d'encaisser le coup d'un défaut de paiement chypriote, l'Eurogroupe finira par sortir Chypre de son union monétaire. Je pense que Chypre

est ruinée à jamais : avec sa situation actuelle et future, un retour à une monnaie nationale entraînera des dévaluations en cascades car c'est l'activité économique qui fait la valeur d'une monnaie, et cette activité économique sera insignifiante en Chypre dans les prochaines années au moment où sa dette publique sera un multiple de son PIB. Ce défaut probable de paiement de Chypre constitue actuellement la crainte majeure des marchés financiers mondiaux et qui fait plonger le cours de change de l'euro.

CONCLUSION

Chypre connaît actuellement des difficultés financières venant principalement de son secteur bancaire qui a été fortement exposé à la dette grecque et accessoirement de l'éclatement de sa bulle immobilière en fin 2010. Face à cette situation, un plan de sauvetage concocté par l'Eurogroupe, le FMI et la BCE, prônant la restructuration du secteur bancaire et taxant les dépôts bancaires, a été mis en œuvre en mars 2013. Ce plan qui vient tuer l'activité économique principale de Chypre à savoir son activité bancaire, dénote d'un doute sérieux quant à sa volonté de sortir Chypre de ses difficultés. Bien qu'elle soit une victime collatérale du débouclage de la dette grecque pourtant décidé par la même troïka, Chypre est aujourd'hui sanctionnée d'avoir organisé une économie-casino. Ce qui me fait annoncer sa sortie prochaine de la zone euro et l'adoption de politiques déflationnistes généralisées sur l'Ile.